



7/10 : UN AN APRÈS, QUELLE SECURITE POUR ISRAEL ?

Par Matthieu Hocque, Directeur adjoint des études du Millénaire
Pierre Clairé, Directeur adjoint des études du Millénaire



AVANT-PROPOS

La sécurité d'Israël, une préoccupation omniprésente depuis sa création, a été renforcée par des décennies d'attaques et de conflits.

L'origine de cette quête de sécurité comme première des libertés, remonte à des siècles de persécutions subies par le peuple juif, qui ont conduit à la nécessité d'un refuge sûr, culminant dans la création de l'État d'Israël en 1948. Les événements tragiques de la Shoah, où environ six millions de Juifs ont péri, ont précipité cette réalisation, entraînant une augmentation des migrations juives vers la Palestine.

Il y a un an, les événements du 7 octobre au cours desquels le Hamas a mené une attaque surprise ayant coûté la vie à plus de 1 400 civils israéliens **constituant le pire crime contre l'humanité contre le peuple juif depuis 1945, sont venus rappeler au monde entier cette réalité.**

L'instabilité et les conflits ont perduré depuis la création d'Israël, marqués par une succession de guerres et d'affrontements avec des groupes hostiles, notamment le Hezbollah et le Hamas. **La guerre du Kippour en 1973 a constitué un tournant majeur, soulignant les failles des systèmes de sécurité israéliens et amorçant un changement de stratégie vers des guerres asymétriques.**

Depuis lors, la sécurité est devenue un argument électoral puissant, notamment sous le leadership de Benjamin Netanyahu, dont les politiques ont souvent été marquées par une approche sécuritaire stricte en réponse aux menaces perçues. **Entre 1993 et 2023, les dépenses militaires israéliennes ont considérablement augmenté, atteignant environ 24 milliards de dollars, représentant 5,5 % du PIB, ce qui témoigne de l'engagement d'Israël à renforcer ses capacités de défense face à des menaces toujours plus complexes.**

Alors qu'Israël se trouve désormais confronté à des menaces sur plusieurs fronts, notamment le Hezbollah au Liban et les groupes militants en Cisjordanie, la question de la sécurité nationale demeure plus pressante que jamais, exacerbée par un contexte international de plus en plus hostile. Alors que cela avait miné le capital politique de Netanyahu, ses dernières victoires face au Hamas et au Hezbollah lui ont accordé un répit interne. Mais est-ce que cela permettra d'aller vers la fin du conflit ?

Comment assurer la sécurité d'Israël ? **Comment vaincre le Hamas et le Hezbollah sans commettre les mêmes erreurs que celles commises par les Occidentaux, notamment les Américains, lors des guerres au Moyen-Orient en Afghanistan et en Irak ?**

AVANT-PROPOS	2
<i>ISRAEL : LA SECURITE, PREMIERE DES LIBERTES</i>	5
LA SECURITE : UN ENJEU EXISTENTIEL	5
UN PEUPLE PERSECUTE AU CŒUR DU PROJET SIONISTE	5
LA FORMATION DANS LA DOULEUR DE L'ÉTAT-NATION D'ISRAËL EN 1948	9
UN ÉTAT DE GUERRE PERMANENT	12
LE TOURNANT SECURITAIRE DE BENYAMIN NETANYAHU	14
L'ÉCHEC DES ACCORDS D'OSLO	14
LA SECURITE, UN ARGUMENT ELECTORAL	16
LA SECURITE A TOUT PRIX ?	17
LES MOYENS D'ISRAEL POUR ASSURER SA DEFENSE.....	18
LES CAPACITES DE DEFENSE D'ISRAEL	18
LE CONCEPT DE GUERRE PREVENTIVE	18
UN RESEAU D'ALLIANCES AU MOYEN-ORIENT ET AVEC L'OCCIDENT	19
<i>quelles sont les menaces face a ISRAEL ?</i>	23
LE 7 OCTOBRE : L'ANNIVERSAIRE DU DEBUT D'UNE NOUVELLE ERE	23
LE PIRE CRIME DE L'HISTOIRE DU PEUPLE JUIF DEPUIS LA SECONDE GUERRE MONDIALE	23
UN DURCISSEMENT DES ENNEMIS D'ISRAEL APRES LE 7 OCTOBRE	25
LES FAILLES SECURITAIRES D'ISRAEL	31
DES FAILLES SECURITAIRES	31
DES FAILLES MILITAIRES.....	32
<i>COMMENT ASSURER LA SECURITE D'ISRAEL ?</i>	34
OBTENIR LA PAIX EN PALESTINE : UNE NECESSITE ABSOLUE MAIS IMPOSSIBLE ACTUELLEMENT.....	34
ERADIQUER LES MENACES EXISTENTIELLES : LE TOTALITARISME ISLAMIQUE	37
MENER UNE GUERRE GLOBALE CONTRE LE TERRORISME (COALITION INTERNATIONALE OCCIDENTALO-ARABE CONTRE LES PROXYS IRANIENS)	37
MAIS PROPOSER UNE VISION POUR LES POPULATIONS POUR L'APRES	39
VERS UN PROTECTORAT DE L'ARABIE SAOUDITE POUR GAZA ET LA CISJORDANIE ?	40
CONCLUSION	41

ISRAEL : LA SECURITE, PREMIERE DES LIBERTES

LA SECURITE : UN ENJEU EXISTENTIEL

UN PEUPLE PERSECUTE AU CŒUR DU PROJET SIONISTE

Avant même la création d'Israël, la notion de "sécurité" est au cœur du projet sioniste, pensé par Théodore Herzl. En effet, elle répond à une nécessité fondamentale du peuple juif face à des siècles de persécutions, d'exils et de violences. **Elle est une clef de compréhension de la grille de lecture de la politique israélienne** pour un peuple resté longtemps sans État pour le protéger.

Depuis l'Antiquité, les Juifs ont en effet été confrontés à de nombreuses atrocités, dont les plus marquantes se sont intensifiées à partir du Moyen Âge en Europe de l'Est, mais également dans le Moyen-Orient et au Nord de l'Afrique. Les Juifs ont quitté leur foyer national en Palestine au cours de plusieurs vagues d'exil qui se sont produites principalement en raison de l'oppression et des conquêtes militaires.

La première grande dispersion a eu lieu après la conquête de Jérusalem par l'Empire romain en 70 de notre ère, lorsque le général romain Titus a détruit le Second Temple. Cette destruction a marqué le début de la diaspora juive, où de nombreux Juifs ont fui vers les régions avoisinantes, notamment vers les pays méditerranéens et l'Europe. Les persécutions ultérieures, notamment celles de l'empereur Hadrien après la révolte de Bar Kokhba en 132-135, ont également alimenté cette dispersion, alors que des milliers de Juifs étaient tués ou réduits en esclavage, poussant encore plus de gens à chercher refuge ailleurs.

Au fil des siècles, d'autres puissances ont continué à chasser les Juifs de leurs terres. **L'expansion islamique à partir du VIIe siècle a initialement offert un certain niveau de protection aux communautés juives dans l'empire arabe, mais au fil du temps, les changements politiques et les tensions intercommunautaires ont conduit à des vagues de persécutions.** Les conquêtes arabes ont entraîné la déstabilisation de la région et, en conséquence, de nombreux Juifs ont été contraints de quitter leurs foyers en Palestine et dans les territoires adjacents, migrer vers l'Europe et le Maghreb. **Dans le monde islamique, des périodes de tolérance ont été suivies de moments d'intolérance, comme lors des massacres de Juifs sous les dynasties almoravides et almohades au Maghreb entre le XIe et le XIIIe siècle.**

À partir du Moyen Âge, la situation des Juifs en Europe est devenue de plus en plus précaire, avec l'essor de l'antisémitisme, des pogroms et des expulsions. **Des pays comme l'Espagne ont connu des vagues massives d'expulsions, notamment avec l'Edit d'expulsion de 1492, qui a forcé des milliers de Juifs à fuir vers le Portugal, les Pays-Bas et l'Empire ottoman.** Parallèlement, des persécutions en Europe de l'Est, notamment en Pologne et en Russie, ont poussé de nombreux Juifs à migrer vers l'ouest ou à chercher refuge ailleurs, consolidant ainsi leur diaspora en Europe et au Maghreb. Au fil des siècles, cette dispersion a permis aux communautés juives de s'établir dans des régions variées, créant un riche patrimoine culturel et religieux, mais aussi une histoire de luttes face à l'exil et à la persécution

Carte des migrations des communautés juives, Atlas historique mondial, Les Arènes-L'Histoire, 2019¹



Les pogroms en Europe de l'Est, par exemple, ont fait des milliers de victimes. En 1881, le pogrom de Khodynka en Russie a causé la mort de 200 Juifs, et entre 1903 et 1906, environ 3 000 Juifs ont été tués lors de divers pogroms dans l'Empire russe, selon les données de l'historien Simon Dubnow. En outre, la montée de l'antisémitisme en Europe, notamment avec l'affaire Dreyfus en France, a renforcé la conviction parmi les Juifs que leur sécurité ne pouvait être assurée que par leur propre État.

Avant même la création de l'État d'Israël, la population juive mondiale était en grande partie concentrée dans la diaspora, avec environ 10 millions de Juifs vivant en Europe et 1,5 million au Maghreb, selon les estimations du

¹ [Carte des migrations des communautés juives après la chute de l'Empire Romain](#), Atlas historique mondial, Les Arènes-L'Histoire, 2019

début du XXe siècle. Malheureusement, cette situation a souvent été synonyme d'insécurité. En Europe, les Juifs faisaient face à une discrimination systémique, des lois restrictives et, plus tragiquement, des violences physiques, des assassinats et un génocide lors de la Seconde guerre mondiale. **La Shoah a coûté la vie à près de six millions de Juifs, représentant environ 67 % de la population juive d'Europe avant la guerre, selon le Yad Vashem, le mémorial de la Shoah en Israël.** Ces statistiques dramatiques ont accéléré l'idée de créer un refuge sûr pour les Juifs, d'où l'essor du sionisme en tant que mouvement politique.

À partir du début du XXe siècle, **la Palestine est devenue le théâtre de tensions croissantes.** Dans le cadre du mandat britannique, des tensions intercommunautaires se sont intensifiées, résultant en des violences meurtrières. En 1920, **les émeutes de Jérusalem ont fait 47 morts parmi les Juifs, selon le rapport des autorités britanniques.** En 1921, les émeutes de Jaffa ont causé la mort de 47 Juifs et en blessé plus de 100. En 1929, les événements de Hebron et de Safed ont été particulièrement dévastateurs, faisant 133 victimes juives, tandis que des dizaines d'autres ont été blessées, et des synagogues et des maisons ont été incendiées.

Les années 1930 ont été marquées par l'augmentation de la violence contre les Juifs en Palestine. En 1936, le début de la Grande Révolte arabe a entraîné des attaques contre les colonies juives. Selon le rapport de la Commission Peel de 1937, environ 300 Juifs ont été tués au cours de cette révolte, et de nombreux autres ont été blessés. Les attaques se poursuivent pendant la guerre civile entre communautés juives et arabes, culminant en 1947, année où les tensions atteignent un paroxysme avant la proclamation de l'État d'Israël.

Les événements de la période de la Seconde Guerre mondiale ont également renforcé le besoin de sécurité. Alors que les Juifs européens étaient en train d'être exterminés, ceux qui avaient trouvé refuge en Palestine se sont souvent retrouvés dans des situations de danger, notamment lors des attaques arabes sur les implantations juives. En 1945,

des émeutes anti-juives ont eu lieu à Jérusalem, faisant des dizaines de morts et de blessés parmi les communautés juives.

La sécurité est donc devenue un impératif existentiel pour les Juifs, particulièrement en raison des menaces constantes qui pèsent sur eux, tant au sein de la diaspora qu'en Palestine. Cette quête de sécurité a été un moteur central de l'action sioniste, notamment pour Herzl, qui voyait dans la création d'un État juif un moyen de garantir la survie et la dignité du peuple juif. Dans ses écrits, Herzl souligne l'importance d'un refuge sûr pour les Juifs, une vision qui résonne d'autant plus dans le contexte des persécutions historiques.

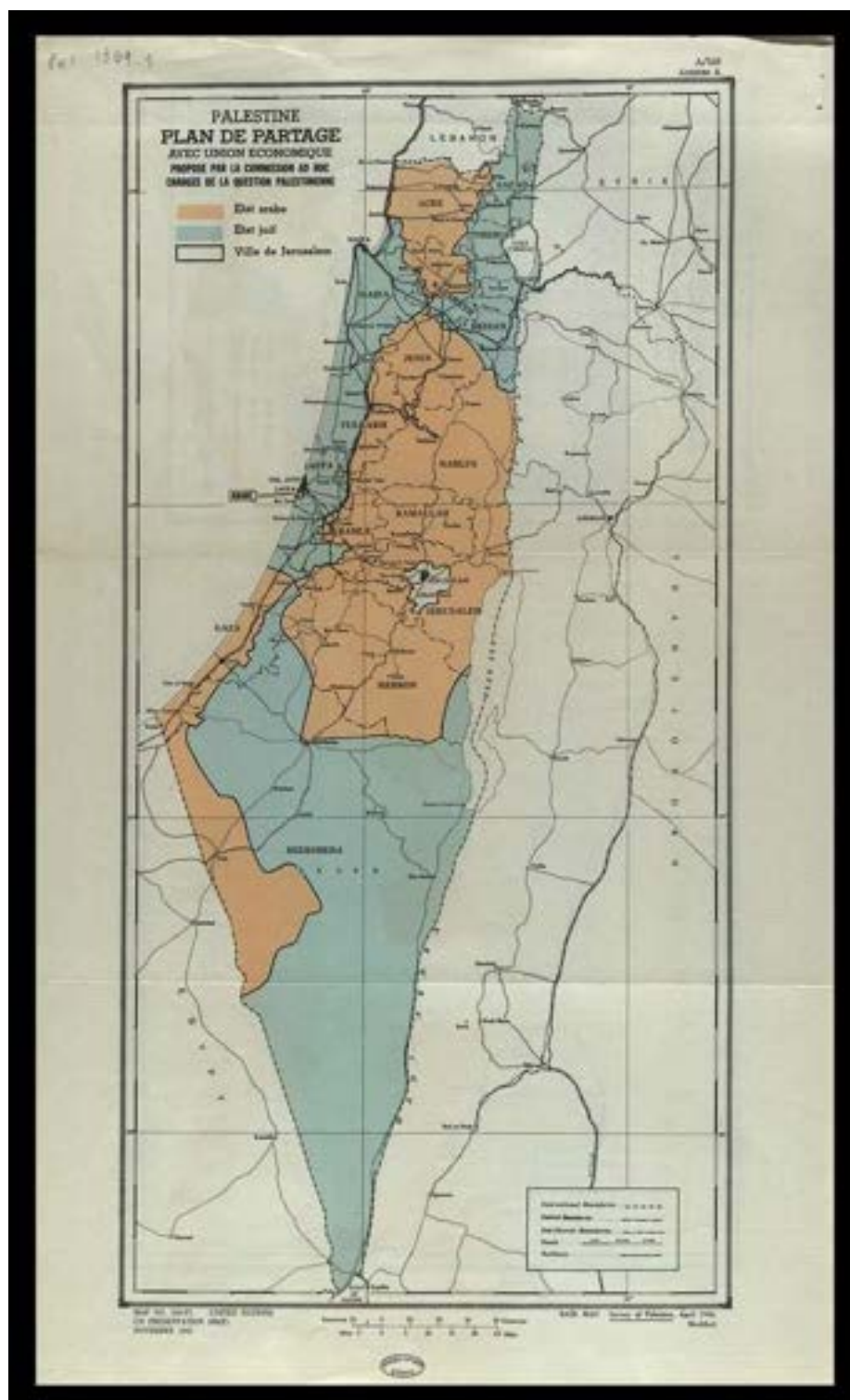
Ainsi, la sécurité est une notion centrale dans le projet sioniste de Théodore Herzl, enracinée dans l'expérience historique des persécutions du peuple juif. Les statistiques de violence, les événements tragiques et l'insécurité permanente vécue par les Juifs dans la diaspora ont créé un besoin urgent d'un État souverain.

LA FORMATION DANS LA DOULEUR DE L'ÉTAT-NATION D'ISRAËL EN 1948

Après la Seconde guerre mondiale, la décolonisation britannique porte en elle le péché originel du conflit israélo-palestinien. Dépassé par les guerres arabes de 1936-1939 ainsi que par la décolonisation en Inde, **le Royaume-Uni transmet à la nouvelle instance internationale, les Nations unies (ONU), le soin de gérer la décolonisation de la Palestine mandataire.**

L'ONU reprend la mission de la SDN, avec l'idée wilsonienne d'autodétermination. Elle hérite donc en 1946 de la question des mandats de la SDN. Plusieurs États accèdent comme cela à leur indépendance : la Jordanie, la Syrie et le Liban. La Palestine mandataire est dans une situation plus complexe au regard de la composition démographique et religieuse du territoire. Sur le plan démographique, la population de la Palestine passe de 525 000 musulmans, 60 000 Juifs et 70 000 chrétiens en 1914, contre **1 181 000 musulmans, 630 000 Juifs et 143 000 chrétiens en 1947** après la Seconde guerre mondiale.

Ainsi, il s'agit du premier dossier chaud à gérer pour l'ONU. Cela aboutit au plan de partage du 29 novembre 1947² lors de sa deuxième session.



² [Résolutions de l'ONU, 2^{ème} session](#), Bibliothèque de l'ONU, Assemblée générale, 1947.

Ce plan de partage prévoie un retrait des Britanniques le 1^{er} août 1948 et un partage effectif le 1^{er} octobre 1948. Il est accepté par les dirigeants de la communauté juive de Palestine (Yichouv), mais est rejeté par les dirigeants de la communauté arabe palestinienne, le Haut Comité arabe palestinien ainsi que par la Ligue arabe. **Les refus arabes conduisent à une guerre civile durant toute la période précédant la naissance d'Israël le 14 mai 1948.** Près de 50 personnes meurent à Jérusalem chaque jour.

La création d'Israël et le refus du plan de partage par les dirigeants arabes a conduit à la première guerre israélo-arabe en 1947-1948. Les dirigeants arabes coalisés attaquent Israël le 15 mai 1948 car le rapport de force entre les forces arabes de Palestine et celles d'Israël est déséquilibré.

Lors de la première phase de cette guerre (mai-juillet 1948), **les États arabes n'arrivent pas à enfoncer les défenses israéliennes** notamment à Jérusalem. Il faut attendre le 10 juillet 1948 pour que l'ONU obtienne un cessez-le-feu. En effet, les deux forces y voient un peu de répit pour reconstituer leurs forces et reprendre le conflit.

A partir de fin-juillet 1948, les Israéliens qui ont pu reconstituer une force offensive lancent des attaques sur les forces arabes et conquièrent plusieurs territoires en moins d'un an : Galilée, Samarie, etc. Les plans de partage de l'ONU ne trouvent aucune résolution au niveau des deux camps. Enfin, la défaite des pays arabes entérine la naissance d'Israël en avril 1949. En Israël et dans les territoires conquis, les Arabes palestiniens sont contraints à l'émigration tandis que dans le monde arabe, les Juifs font l'objet d'émeutes et de politiques antisémites.

De février à juillet 1949, **des accords d'armistice ont été négociés entre Israël et les pays arabes par le diplomate américain Ralph Bunche**, lauréat du Prix Nobel de la Paix en 1950. Le 11 mai 1949, Israël intègre l'ONU, mais il n'a pas été reconnu par ses voisins arabes. En même temps, l'idée d'un État arabe de Palestine n'a pas pu se matérialiser. En effet, **la Bande de Gaza a été annexée par l'Égypte, tandis que la Cisjordanie a été annexée par la**

Transjordanie. En décembre 1949, l'Assemblée générale de l'ONU a créé l'*United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East* (UNRWA). Cette agence a pour mission de s'occuper d'environ 5 millions de réfugiés palestiniens dispersés au Moyen-Orient. Son mandat a été renouvelé jusqu'en 2017, puis prolongé.

UN ÉTAT DE GUERRE PERMANENT

Israël est un État-nation jeune, mais aussi l'une des démocraties du bloc occidental qui a le plus été en guerre depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Cet état de fait peut justifier à lui seul la prégnance de la notion de sécurité au sein de la société israélienne.

Si l'idée n'est pas de passer en revue toutes les guerres auxquelles Israël a été confrontée (première guerre israélo-arabe de 1948-1949, la guerre des Six jours en 1967 ou encore la guerre du Kippour en 1973), mais **l'une d'elle a eu des répercussions majeures sur la politique de sécurité d'Israël : la guerre du Kippour en 1973.**

La guerre du Kippour de 1973 est la dernière israélo-arabe. Cela marque la transition d'un conflit entre États (Israël vs. États arabes) à un conflit asymétrique entre l'État d'Israël et les autorités palestiniennes.

La troisième coalition arabe conduite par l'Égypte et la Syrie attaque Israël le 6 octobre 1973. Israël est pris à défaut à la fois à sa frontière Nord-Est sur le plateau du Golan par la Syrie et à sa frontière Sud au niveau du Sinaï par l'Égypte. Cette attaque constitue une véritable surprise pour Israël **par l'état des lieux des forces** (il s'agit de la première fois où Israël est en position d'infériorité militaire), **de la coordination des attaques** et **de la destruction des défenses israéliennes rompant le sentiment de sécurité.**

La guerre du Kippour a accouché de trois conséquences majeures :

- Pour Israël, **un scandale sécuritaire justifie de traîner un responsable politique aussi fort soit-il devant les tribunaux.** En effet, même si Israël parvient à stabiliser les deux fronts, il s'agit d'un

véritable scandale d'État. **La première ministre Golda Meir, surnommée pourtant la dame de fer, est contrainte à démissionner.**

En effet, un document déclassifié par les autorités israéliennes a révélé plusieurs années après que le Mossad avait transmis une alerte d'attaque imminente aux décideurs politiques, sans que la première ministre israélienne ait pu être mise au courant.

- Pour le Moyen-Orient, le début du processus de normalisation des relations entre Israël et les pays arabes, **à commencer par l'Égypte avec les accords de Camp David en 1978.** L'Égypte récupère en effet la péninsule du Sinaï, occupée par Israël depuis la guerre des Six Jours contre l'engagement de ne plus attaquer Israël. La Cisjordanie et le plateau du Golan sont conservés par Israël.
- Pour le monde, **la fin de la période de prospérité des Trente Glorieuses avec le premier choc pétrolier.** En réaction au soutien des pays occidentaux à l'égard d'Israël, les pays de l'OPEP multiplient par 4 leurs prix. Une telle décision mit fin à l'ère de prospérité économique issue de la fin de la Seconde guerre mondiale en faisant émerger inflation (plus de 12% en moyenne dans le monde occidental) et taux de chômage (dépassant les 7 à 10%, ce qui constituait une situation inédite lors des années 1970).

LE TOURNANT SECURITAIRE DE BENYAMIN NETANYAHU

L'ECHEC DES ACCORDS D'OSLO

Dans le cadre de la normalisation des relations entre Israël et les pays arabes, le conflit change de nature. **Il passe d'un conflit israélo-arabe au conflit israélo-palestinien.** Cela ne signifie pas que tous les pays arabes reconnaissent Israël, néanmoins, son existence n'est plus autant menacée qu'auparavant. Face à cet état de fait, une partie des Palestiniens commencent à se structurer sachant qu'ils n'obtiendraient rien de plus des pays arabes. Émergent ainsi :

- **L'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) composée notamment du Fatah en Cisjordanie** qui s'émancipe à partir des années 1970 du Roi Hussein de Jordanie. Les autorités jordaniennes seront même amenées à lutter contre l'OLP en Cisjordanie, car le pays a toujours souhaité retrouver la Cisjordanie pour l'intégrer à son royaume ;
- **Le Hamas en 1987** qui se fixe comme objectif principal la destruction d'Israël considérant que la terre de Palestine est islamique. Il prospère notamment à Gaza au moment de la première Intifada à la fin de l'année 1987.

Les Accords d'Oslo, signés en 1993, ont marqué un tournant significatif dans le conflit israélo-palestinien. Les principaux enjeux de cet accord étaient la recherche d'une solution à long terme pour mettre fin au conflit et établir une paix durable au Moyen-Orient. **Les accords visaient à reconnaître mutuellement les droits et les revendications des Israéliens et des Palestiniens, notamment en ce qui concerne les frontières, le statut de Jérusalem, les réfugiés, et la sécurité.**

Les principaux acteurs impliqués dans les Accords d'Oslo étaient le gouvernement israélien dirigé par le **Premier ministre Yitzhak Rabin**, et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), représentée par **Yasser**

Arafat. Le processus a été initié par des négociations secrètes à Oslo, en Norvège, avec une médiation norvégienne. **Les États-Unis, en particulier le secrétaire d'État Warren Christopher, ont joué un rôle de facilitateur dans les négociations.** D'autres parties, telles que l'Égypte et la Jordanie, ont également été impliquées en tant que témoins et médiateurs.

Les Accords d'Oslo se composaient de deux principaux accords : **Oslo I et Oslo II.**

- **Oslo I** (Accord de Washington, 1993) a établi un cadre pour l'autonomie palestinienne dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, divisant ces territoires en zones administratives palestiniennes (A, B, et C). L'accord a également permis la création de l'Autorité palestinienne, une entité autonome palestinienne dirigée par Yasser Arafat, qui était responsable de l'auto-administration dans les zones autonomes.
- **Oslo II** (Accord intérimaire sur la Cisjordanie et la bande de Gaza, 1995) a défini les modalités de la transition vers l'autonomie palestinienne complète en Cisjordanie et à Gaza. Il prévoyait le retrait des troupes israéliennes de certaines zones et des élections palestiniennes pour un conseil législatif et un président de l'Autorité palestinienne.

Ces accords ont posé les bases pour un processus de paix plus large, notamment des négociations sur des questions clés telles que le statut final de Jérusalem, le droit au retour des réfugiés palestiniens, la sécurité, et les frontières. Seulement, **malgré l'espoir initial qu'ils suscitaient, les accords n'ont pas abouti à une solution définitive, et le processus de paix s'est heurté à de nombreux obstacles et à des périodes de violence**, comme la seconde intifada au début des années 2000. D'autant plus que la seconde Intifada est suivie d'attentats du Hamas à Gaza et en Israël. Lorsque le Hamas gagne les élections à Gaza en 2006 et après le décès de Yasser Arafat, le processus de paix bat de l'aile, en raison de son retrait des négociations.

Les Accords d'Oslo ont été à la fois une avancée diplomatique, mais un échec politique car ces derniers n'ont finalement que graver dans le marbre les problématiques que nous connaissons actuellement.

LA SECURITE, UN ARGUMENT ELECTORAL

À la fin des années 1990, **Benyamin Netanyahu, alors Premier ministre d'Israël, a mis en œuvre un programme sécuritaire qui visait à défendre la nation face aux menaces perçues, notamment le terrorisme palestinien, puis islamiste.**

Ce programme s'est inscrit dans un contexte où les accords d'Oslo, signés en 1993, promettaient un processus de paix avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Toutefois, Netanyahu a critiqué ces accords, affirmant qu'ils constituaient des concessions dangereuses. En réponse à une série d'attentats, notamment l'attentat suicide de la pizzeria Sbarro à Jérusalem en 2001 qui a fait 15 morts et 130 blessés, **Netanyahu a adopté une politique de sécurité stricte, appelant à un renforcement des capacités militaires et à la construction de colonies en Cisjordanie**, une décision qui a été corroborée par des rapports de **l'Office des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA)**, signalant que **la population juive dans les colonies avait augmenté de 50 % entre 1996 et 2000**. Sa rhétorique sécuritaire est devenue un axe central de son discours, soulignant que la sécurité d'Israël dépendait de sa capacité à contrôler les territoires occupés : **plus l'on étendait la présence israélienne, plus la menace était repoussée au plus loin de la société israélienne.**

Netanyahu a su s'imposer électoralement en capitalisant sur les craintes sécuritaires des Israéliens, exacerbées par des attaques terroristes. **Selon un rapport du Centre de recherche sur la paix, en 1999 plus de 40 % des Israéliens déclaraient se sentir moins en sécurité qu'auparavant, en raison de la violence persistante.** Au cours de sa campagne, Netanyahu a promis de restaurer la sécurité, se présentant comme le leader capable de protéger les citoyens israéliens. **Ce discours a trouvé un écho particulier auprès d'un électorat fatigué par les incertitudes du processus de paix, en particulier après l'assassinat du Premier ministre Yitzhak Rabin en 1995 par un extrémiste opposé aux concessions territoriales.** En effet, des sondages menés par l'institut de sondage israélien Gallup ont montré

qu'après l'assassinat de Rabin, 52 % des Israéliens craignaient une intensification des violences, permettant à Netanyahu de se positionner comme un garant de la sécurité nationale.

La société israélienne a donc embrassé le tournant sécuritaire de Netanyahu, malgré l'engagement apparent envers le processus de paix.

Ce phénomène peut être attribué à un sentiment croissant de désillusion face aux résultats des négociations de paix, perçues comme inefficaces. **Un rapport du Conseil de sécurité des Nations Unies de 1999 a noté une hausse de 60 % des attaques à la roquette et des attentats suicides par rapport à l'année précédente, alimentant un climat de peur.** De nombreux Israéliens ont commencé à privilégier la sécurité immédiate sur les efforts de paix à long terme, soutenant ainsi des politiques plus radicales. L'idée que la sécurité nationale devait primer sur les concessions envers les Palestiniens a permis à Netanyahu de renforcer son image de leader résolu, consolidant son pouvoir politique et son influence sur l'échiquier israélien.

Ainsi, Netanyahu met la main sur le pays à la fin des années 1990 pour opérer un virage sécuritaire sans précédent.

LA SECURITE A TOUT PRIX ?

Entre 1993 et 2023, les dépenses de sécurité et militaires d'Israël ont connu une augmentation significative, reflétant les préoccupations sécuritaires persistantes de Benyamin Netanyahu.

Israël est en état de guerre permanente comme le montre le poids de ses dépenses militaires dans son PIB. En 1993, les dépenses militaires israéliennes étaient d'environ 12,4 milliards de dollars, représentant environ 6,2 % du PIB du pays selon la Banque mondiale. Avec l'intensification des conflits et l'instabilité dans la région, ces dépenses ont considérablement augmenté.

En 2023, les dépenses militaires d'Israël ont atteint environ 24 milliards de dollars, représentant près de 5,5 % du PIB, selon les données de

l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI).

Cette augmentation a été marquée par des investissements dans des systèmes d'armement avancés, des technologies de défense et des infrastructures de sécurité que nous décrivons ci-après.

LES MOYENS D'ISRAEL POUR ASSURER SA DEFENSE

LES CAPACITES DE DEFENSE D'ISRAEL

Les principaux domaines d'investissement ont inclus le développement de systèmes de défense antimissile, tels que le système *Iron Dome*, qui a été mis en service en 2011 et a intercepté des milliers de roquettes tirées depuis Gaza. Selon un rapport du ministère israélien de la Défense, **le système a intercepté environ 90 % des menaces à courte portée, démontrant son efficacité face à la menace des groupes militants.**

De plus, Israël a investi massivement dans la cybersécurité, reconnaissant l'importance croissante de la cybersécurité dans le paysage de la sécurité moderne. En 2020, le budget de la cybersécurité a été estimé à environ 1,5 milliard de dollars, comme l'indique un rapport de l'Autorité nationale de cybersécurité israélienne.

Cette priorisation de la technologie et de la cybersécurité reflète une stratégie visant à se préparer à des conflits asymétriques et à renforcer la résilience face aux menaces émergentes. L'assistance militaire occidentale et surtout américaine a permis à Israël non seulement de **renforcer ses capacités militaires au niveau quantitatif, mais surtout de maintenir une supériorité qualitative sur ses adversaires dans la région.**

LE CONCEPT DE GUERRE PREVENTIVE

Israël se défend également par sa capacité à mener des opérations extérieures et surtout sa doctrine politique de la « guerre préventive », une doctrine que ne partagent pas les autres puissances occidentales.

Cette doctrine de la guerre préventive s'illustre à deux égards.

D'une part, **il s'agit pour Israël d'assurer à ses voisins qu'elle est capable de se projeter sur leurs sols quelle que soit la situation.** Bénéficiant de l'appui américain au Conseil de Sécurité de l'ONU l'empêchant d'être condamnée, Israël est capable, si elle juge son existence menacée, de frapper voire de se projeter chez ses voisins. Cela s'est vu à plusieurs reprises dans l'histoire d'Israël. Dans le Sinaï égyptien, lorsque **l'Égypte de Nasser décide le 16 mai 1967 de bloquer le détroit du Tiran contre les navires israéliens** (cf. carte ci-après) et signe un traité d'assistance le 30 mai avec la Jordanie (qui occupe la Cisjordanie) pour prendre à défaut Israël. Face à cette action, **Israël décide de mener une guerre préventive.** Au Liban en 2006, où Israël est entrée jusqu'à Beyrouth pour pourchasser le Hezbollah.

D'autre part, il s'agit pour Israël de pouvoir envoyer des missiles et roquettes depuis son sol jusque chez ses voisins. Israël a développé le système de défense antimissile "David's Sling" pour contrer les menaces de missiles à moyenne portée. Sur le plan militaire, les forces de défense israéliennes (Tsahal) mènent régulièrement des opérations de renseignement et des frappes préventives pour détruire les caches d'armes et les infrastructures du Hezbollah en Syrie et au Liban.

UN RESEAU D'ALLIANCES AU MOYEN-ORIENT ET AVEC L'OCCIDENT

Le dernier élément de la stratégie de sécurité d'Israël concerne sa stratégie diplomatique. Celle-ci est double : d'une part, **maintenir le lien existentielle avec les États-Unis d'Amérique** et dans une moindre mesure avec les pays européens et d'autre part, **normaliser ses relations avec les pays voisins à travers des accords bilatéraux de reconnaissance d'existence.**

Les États-Unis sont l'assurance-vie d'Israël, notamment grâce à un partenariat militaire et stratégique solide qui a évolué au fil des décennies. Ce lien s'est manifesté par un soutien militaire considérable, incluant des transferts d'armements, des exercices conjoints et une aide

financière. **En 2016, les deux pays ont signé un accord de financement militaire de 38 milliards de dollars sur dix ans**, représentant une aide annuelle d'environ 3,8 milliards de dollars, selon le Congressional Research Service. Cette aide est principalement destinée à l'achat d'équipements militaires américains, renforçant ainsi les capacités de défense d'Israël. Par ailleurs, Israël bénéficie d'un accès privilégié aux technologies militaires avancées développées par les États-Unis, comme le système de défense antimissile *Iron Dome*, qui a démontré son efficacité face aux menaces régionales. Ce partenariat militaire a permis à Israël de maintenir une supériorité qualitative sur ses adversaires dans la région, tout en consolidant son rôle stratégique en tant qu'allié clé des États-Unis au Moyen-Orient.

Sur le plan diplomatique, le soutien des États-Unis à Israël est tout aussi crucial. Washington a été un acteur central dans la médiation des conflits au Moyen-Orient, et il a souvent utilisé son veto au Conseil de sécurité des Nations Unies pour protéger Israël des résolutions perçues comme hostiles. **Selon un rapport de l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), les États-Unis ont utilisé leur droit de veto à 42 reprises entre 1972 et 2020 pour bloquer des résolutions qui auraient pu nuire à la sécurité d'Israël.** En outre, le soutien diplomatique américain a permis à Israël de renforcer ses relations avec d'autres pays, en jouant un rôle déterminant dans les accords de paix, tels que les Accords de Camp David en 1978 et les Accords d'Oslo dans les années 1990.

La deuxième partie des alliances d'Israël concerne les vagues de normalisations avec les pays arabes sunnites. Elles se sont déroulées en trois étapes :

- Les accords de Camp-David en 1979 avec l'Égypte ;
- Les accords d'Oslo en 1993 avec la Jordanie ;
- Les accords d'Abraham en 2020 avec certains pays du Golfe et le Maroc.

Alors que le processus de paix est au point mort à partir des années 2010, l'élection de Donald Trump donne un souffle nouveau au processus du paix.

Cela passe par **modifier l'approche américaine du conflit passant d'une approche « multilatérale onusienne » à une approche davantage orientée sur des évolutions significatives et concrètes**. Les Accords d'Abraham reposent sur le plan Trump pour la résolution du conflit, refusé par les Palestiniens et négociés uniquement avec les Israéliens. Ainsi, les Accords d'Abraham sont moins volontaristes que le plan Trump et se sont davantage attachés à établir des relations entre Israël et les pétromonarchies alliées des États-Unis.

Les principaux acteurs impliqués dans les Accords d'Abraham étaient l'État d'Israël, dirigé par le Premier ministre Benjamin Netanyahu, et trois États arabes : **les Émirats arabes unis (EAU), Bahreïn, et le Soudan**. D'autres pays arabes ont également exprimé leur soutien ou leur intérêt pour la normalisation des relations avec Israël. Les États-Unis, sous la direction du président Donald Trump, ont joué un rôle clé en facilitant ces accords et en encourageant d'autres pays à rejoindre l'initiative.

Les Accords d'Abraham ont pris différentes formes avec chaque pays signataire, mais ils partageaient des éléments communs :

- **Établissement de relations diplomatiques** : Les accords ont ouvert la voie à l'établissement de relations diplomatiques officielles entre Israël et les Émirats arabes unis, Bahreïn, et le Soudan. Cela comprenait l'ouverture d'ambassades, d'échanges de délégations, et de coopération diplomatique.
- **Coopération économique** : Les accords ont encouragé la coopération économique entre les pays signataires, notamment dans des domaines tels que le commerce, la technologie, le tourisme, et l'investissement. Ils ont cherché à stimuler la croissance économique et à exploiter le potentiel économique de la région.
- **Coopération en matière de sécurité** : Les pays signataires se sont engagés à renforcer leur coopération en matière de sécurité, notamment dans la lutte contre le terrorisme et pour la stabilité régionale. Cela a été perçu comme un moyen de contrer les menaces communes.

Les accords ont exprimé un engagement en faveur de la coexistence pacifique, de la tolérance religieuse, et de la diversité culturelle dans la région. Ils ont cherché à promouvoir des relations interconfessionnelles harmonieuses d'où leur dénomination par le patriarche des trois religions monothéistes : le judaïsme, le christianisme et l'islam.

Les Accords d'Abraham ont été largement salués pour leur potentiel à contribuer à la paix et à la stabilité au Moyen-Orient. Cependant, ils ont également suscité des critiques, notamment de la part des Palestiniens, qui les ont perçus comme une trahison de leur cause nationale. **Les accords ont ouvert la voie à de nouvelles discussions sur la normalisation des relations entre Israël et d'autres États arabes, marquant ainsi un changement significatif dans la région.**

QUELLES SONT LES MENACES FACE A ISRAEL ?

LE 7 OCTOBRE : L'ANNIVERSAIRE DU DEBUT D'UNE NOUVELLE ERE

LE PIRE CRIME DE L'HISTOIRE DU PEUPLE JUIF DEPUIS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Le Hamas a commis le 7 octobre 2023 le plus grand crime contre l'humanité à l'encontre du peuple juif depuis la Seconde guerre mondiale. Cet acte s'inscrit dans la logique du terrorisme islamiste de masse comme les attentats du 11 septembre en 2001 aux Etats-Unis et les attentats de novembre 2015 en France. En effet, l'objectif de la galaxie des mouvements terroristes islamistes est l'annihilation de la civilisation occidentale, incarnée au Moyen-Orient par Israël.

La date du 7 octobre 2023 n'est en rien un hasard puisqu'elle représente les 50 ans de la guerre du Kippour. Ainsi, Israël a été le théâtre d'une attaque surprise majeure lancée par le groupe militant palestinien Hamas depuis la bande de Gaza. Cette offensive nommée Al-Aqsa a commencé tôt le matin, **lorsque des centaines de roquettes ont été tirées en direction du sud et du centre d'Israël, provoquant des sirènes d'alerte et semant la panique parmi les populations civiles.** Les villes de Tel-Aviv, Ashkelon, et Beer-Sheva ont été particulièrement touchées par ces bombardements intenses.

Le mode opératoire du Hamas a été le suivant :

- **franchissement de la frontière en deux temps** : utilisation de drones pour détruire les tours de contrôle de 5 points de frontière et destruction de télécommunications afin d'aveugler les défenses israéliennes (1), puis forçage de la frontière avec des motos, des voitures, des parapentes ou encore des tracteurs (2) pour atteindre les kibboutz ;

- **13 sites sont ciblés à 7 kilomètres de la frontière avec Gaza** : 6 sites militaires et de 7 sites civiles tout au long de Gaza avec notamment le site du festival Nova. Les combattants du Hamas pénètrent à l'aide de drones, grenades et lance-roquettes dans les bases israéliennes et commencent les massacres et les captures de soldats et civils israéliens ;

Parallèlement à cette attaque de roquettes, **environ 1 500 combattants du Hamas ont pénétré sur le territoire israélien en utilisant divers moyens, y compris des tunnels souterrains, des parachutes motorisés et des bateaux**. Ces infiltrations ont conduit à des affrontements violents avec les forces de sécurité israéliennes dans plusieurs localités proches de la frontière avec Gaza. Le Hamas a également revendiqué la capture de plus de 200 soldats et civils israéliens, ajoutant à la gravité de la situation.

Le bilan humain de cette journée tragique a été lourd. **Plus de 1 400 civils israéliens ont perdu la vie, et des milliers d'autres ont été blessés dans les attaques**. Nous avons assisté à des scènes d'une barbarie inouïe telles que des tortures d'enfants ou encore de viols collectifs. En réponse, **Israël a rapidement mobilisé ses forces armées, déclenchant des frappes aériennes intensives sur des cibles du Hamas à Gaza**. L'armée israélienne a aussi ordonné une mobilisation partielle de ses réservistes, préparant une possible opération terrestre pour neutraliser les infrastructures et les capacités militaires du Hamas.

Dès lors, **tant que le Hamas survivra, la paix difficile à atteindre auparavant semble impossible à Gaza**. En effet, d'une part, Israël ne pourra pas avoir des garanties de sécurité suffisantes et ne récupérera pas les otages retenus depuis désormais plus de 1 an et d'autre part, l'Etat palestinien ne pourra jamais voir le jour puisque l'Etat hébreu sera contraint de mener une politique sécuritaire dure dans la bande de Gaza, puisqu'il en assume *de facto* la sécurité.

UN DURCISSEMENT DES ENNEMIS D'ISRAEL APRES LE 7 OCTOBRE

Sur le plan international, ces événements ont suscité des réactions immédiates. De nombreux pays notamment en Occident et organisations internationales ont condamné les attaques du Hamas, tandis que d'autres ont appelé à la retenue, voire se sont réjouis pour certains dans le monde arabo-musulman. En effet, même dans les pays où les élites des pays arabo-musulmans ont reconnu Israël, les opinions publiques demeurent sensibles à la cause palestinienne et apportent une certaine bienveillance à l'égard du Hamas, mouvement considéré comme étant de résistance.

Carte des menaces à l'encontre Israël :



Israël est entourée d'hostilité, mais doit surtout faire face à **4 grands types de menaces**, par ordre de priorité :

- Les pays de l'**arc chiite** (Iran et Syrie) :

Israël a vaincu la coalition arabe à plusieurs reprises dans son histoire comme cela a été montré dans la partie précédente. Seulement, cela ne signifie pas que la « Oumma » communauté des croyants a accepté le statut

quo qui implique qu'Israël occupe *de facto* tous les territoires de la Méditerranée jusqu'au Jourdain.

Ainsi, **il se joue une bataille au sein du monde musulman de leadership moral et religieux**. D'une part, sur le plan religieux en raison du conflit entre les chiites et les sunnites issus de la querelle religieuse sur la descendance du prophète. D'autre part, sur le plan moral, **la cause palestinienne et la lutte antisioniste est utilisée par l'Iran pour rayonner moralement au Moyen-Orient alors que ses rivaux régionaux sont jugés trop proches d'Israël** (la Turquie est le premier pays musulman à reconnaître Israël en 1949 et l'Arabie Saoudite entretient des relations économiques et s'était inscrite dans un processus de rapprochement avec Israël au moment des accords d'Abraham). **L'arc chiite, composé de l'Iran et de la Syrie et de la minorité chiite irakienne aux portes du pouvoir, est devenu particulièrement hostile à Israël** en raison de plusieurs facteurs historiques, idéologiques et géopolitiques.

L'Iran, après la révolution islamique de 1979, a adopté une position farouchement anti-israélienne, considérant l'État hébreu comme un ennemi et un symbole de l'influence occidentale au Moyen-Orient. Cette hostilité est enracinée dans la politique de soutien inconditionnel aux mouvements de résistance palestiniens et aux mouvements terroristes anti-israéliens, que l'on nomme « proxys » (le Hamas à Gaza, le Hezbollah au Liban et les Houthis au Yémen) et dans l'ambition iranienne de s'imposer comme une puissance dominante dans la région.

La famille Assad qui domine la Syrie, quant à elle, partage une longue histoire de conflits avec Israël, notamment à cause des guerres arabo-israéliennes et de la question du plateau du Golan, annexé par Israël en 1981. La relation entre l'Iran et la Syrie s'est renforcée avec le temps, notamment par une alliance stratégique basée sur des intérêts communs, ce qui a consolidé leur opposition à Israël.

Concrètement, l'Iran et la Syrie menacent Israël de plusieurs manières. L'Iran soutient activement des groupes armés hostiles à Israël, notamment le Hezbollah au Liban et divers groupes militants palestiniens à Gaza, comme le Hamas et le Jihad islamique palestinien. **Ces groupes reçoivent des financements, des armes et un entraînement militaire de la part de Téhéran, leur permettant de lancer des attaques régulières contre Israël. La Syrie, bien qu'affaiblie par des années de guerre civile, a permis à l'Iran d'établir une présence militaire sur son territoire, facilitant le transfert d'armes et la formation de milices pro-iraniennes.** De plus, **les capacités balistiques de l'Iran (missiles et drones), avec des missiles capables de frapper le territoire israélien**, ajoutent une menace stratégique directe. Par exemple, l'Iran dispose de « Sejil » qui serait capable de voler à plus de 17 000 kilomètres par heure, avec une portée de 2 500 kilomètres ; le « Kheibar », avec une portée de 2 000 kilomètres et le « Haj Qasem », avec une portée de 1 400 kilomètres³. Les soupçons d'acquisition de l'arme atomique par l'Iran sont également une façon de pouvoir préserver son territoire de toute riposte du camp occidental grâce à la dissuasion nucléaire. Cette alliance militaire et le soutien logistique de la Syrie renforcent la capacité de l'arc chiite à exercer une pression constante sur Israël.

Face à ces menaces, **Israël a mis en place plusieurs stratégies de défense.** Le pays a développé des systèmes de défense anti-missile sophistiqués, **tels que le Dôme de Fer**, capable d'intercepter et de détruire les roquettes à courte portée lancées depuis Gaza et le Liban. Pour les menaces de missiles balistiques de plus longue portée, **Israël dispose du système de défense antimissile Arrow**, conçu pour intercepter les missiles à haute altitude. Sur le plan offensif, **Israël mène régulièrement des frappes aériennes en Syrie pour cibler les infrastructures iraniennes et les convois d'armes destinés au Hezbollah.** De plus, le renseignement israélien, le Mossad, joue un rôle crucial en surveillant, en déjouant les plans d'attaques contre Israël et s'attaquant à des responsables politiques et militaires y compris sur le sol iranien ou syrien comme les récents assassinats des leaders politiques du

³ Quelles sont les capacités des missiles et des drones de l'Iran ?, *Times of Israël*, 12 avril 2014.

Hamas et du Hezbollah. Cette combinaison de technologies avancées, de capacités militaires proactives et de renseignement robuste constitue le pilier de la stratégie israélienne pour contrer les menaces de l'arc chiite.

- Le **Hezbollah** de Nasrallah au Liban :

Le Hezbollah, **mouvement chiite libanais fondé en 1982-1983**, est devenu l'un des principaux ennemis d'Israël. Sa création a été directement inspirée par l'invasion israélienne du Liban en 1982, qui visait à éradiquer les bases de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) dans le sud du Liban. Le Hezbollah, soutenu par l'Iran, s'est alors donné pour mission de résister à l'occupation israélienne et de lutter pour la libération de Jérusalem et des territoires palestiniens à partir du Liban. Idéologiquement, **le Hezbollah adopte une ligne islamiste chiite qui se traduit par un objectif de destruction d'Israël, le considérant comme un Etat illégitime et oppresseur des musulmans**. Cette hostilité est également nourrie par l'influence iranienne, Téhéran utilisant le Hezbollah comme un proxy pour étendre son influence dans la région et contrer les intérêts israéliens et occidentaux.

Le Hezbollah est la deuxième grande menace pour Israël. Le groupe possède **un arsenal important de roquettes et de missiles, estimé à environ 150 000 unités en 2024**, capables d'atteindre des cibles profondes à l'intérieur du territoire israélien. Ces capacités balistiques permettent au Hezbollah de lancer des attaques soutenues et dévastatrices contre des centres urbains israéliens, comme cela a été démontré lors du conflit de 2006. Seulement, **le lancement de roquettes ne vise pas nécessairement à frapper Israël mais à saturer constamment le Dôme de Fer**. En outre, le Hezbollah dispose de combattants bien entraînés et aguerris, **certains ayant acquis une expérience de combat en Syrie aux côtés des forces pro-Assad et d'autres ayant combattu en Irak**. Le groupe utilise également des tunnels d'infiltration le long de la frontière israélienne pour mener des opérations surprises et des incursions. Cette combinaison de forces balistiques, de

combattants expérimentés et de tactiques de guérilla constitue une menace constante et polyvalente pour Israël.

Pour se défendre contre ces menaces, Israël a mis en place plusieurs mesures stratégiques et opérationnelles au-delà du seul Dôme de Fer. Par exemple, **Israël a développé le système de défense antimissile "David's Sling" pour contrer les menaces de missiles à moyenne portée**. Sur le plan militaire, les forces de défense israéliennes (Tsahal) mènent régulièrement des opérations de renseignement et des frappes préventives pour détruire les caches d'armes et les infrastructures du Hezbollah en Syrie et au Liban. **Israël a aussi construit des barrières de sécurité sophistiquées le long de sa frontière nord pour détecter et neutraliser les tunnels d'infiltration du Hezbollah**. Enfin, la coopération étroite avec les États-Unis et d'autres alliés fournit à Israël un soutien d'informations et de technologie pour appréhender les actions du Hezbollah.

- Le **Hamas** à Gaza :

Le Hamas, mouvement islamiste palestinien, est hostile à Israël principalement en raison de ses origines et de sa charte fondatrice. Fondé en 1987 pendant la première Intifada palestinienne, le Hamas se présente comme une alternative militante à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), adoptant une position plus radicale contre Israël. La charte du Hamas appelle explicitement à la destruction de l'État d'Israël et à l'établissement d'un État islamique en Palestine. Ce groupe considère Israël comme un occupant illégitime des terres palestiniennes et s'oppose à toute solution de paix qui reconnaîtrait l'existence de l'État israélien. **Cette hostilité est alimentée par une idéologie islamiste et une interprétation radicale de la lutte pour la libération nationale**.

Le Hamas pose un problème à Israël depuis 2006 : il est constitué d'une branche politique élue à Gaza, mais n'assurant aucune responsabilité, et d'une branche militaire terroriste. Le groupe possède un arsenal significatif de roquettes et de missiles, qu'il utilise régulièrement pour attaquer les villes

et villages israéliens. **Ces attaques, souvent indiscriminées, visent à semer la peur parmi les civils israéliens et à infliger des dégâts matériels.** En outre, le Hamas a construit un réseau de tunnels souterrains sous la frontière entre Gaza et Israël, utilisés pour infiltrer des combattants en territoire israélien, mener des attaques et capturer des soldats comme lors du 7 octobre 2023. Le groupe a également recours à des tactiques de guerre asymétrique, y compris des attaques suicides, des embuscades et des pièges explosifs. **L'utilisation de boucliers humains et de sites civils pour stocker des armes et lancer des attaques complique encore les efforts de défense israéliens** car la population Gazaouie est prise en otage par la stratégie militaire du Hamas.

Là encore **le Dôme de Fer est la principale défense israélienne complétée par des opérations régulières à Gaza pour détruire les infrastructures du Hamas, notamment les tunnels et les sites de lancement de roquettes.** Ces opérations incluent des frappes aériennes ciblées et des incursions terrestres lorsque nécessaire. Sur le plan de la sécurité intérieure, Israël a renforcé les barrières et les clôtures de sécurité autour de Gaza, intégrant des technologies de surveillance avancées pour détecter les infiltrations. Tsahal maintient une présence constante autour de la bande de Gaza pour répondre rapidement à toute attaque d'où **la surprise de la population israélienne de la faillite sécuritaire lors du 7 octobre qui rappelle celle de Golda Mehr le 7 octobre 1973 face à la coalition arabe.**

- Le **terrorisme palestinien** en Cisjordanie :

Enfin, Israël est menacée par le terrorisme palestinien en Cisjordanie notamment à proximité des colonies.

Il s'agit d'autres mouvements terroristes que le Hamas : le Jihad islamique palestinien « Brigades Al-Qods » (2 000 combattants) intimement reliés à l'Iran, et d'autres groupes ayant fait sécession avec le Fatah de Mahmoud Abbas lors du processus d'Oslo au début des années 2000.

De même, comme en Occident, **le terrorisme palestinien en Cisjordanie est aussi le fait d'acteurs isolés** (attaques aléatoires au couteau, bombes artisanales, règlements de compte avec un Israélien, etc.) rendant la menace diffuse et difficile à appréhender au regard de l'infinité de motifs pouvant encourager le passage à l'acte terroriste.

Le bilan du terrorisme palestinien en Cisjordanie serait selon les autorités de plus de 500 victimes entre les accords d'Oslo et le 7 octobre. Depuis le 7 octobre, on constate une flambée des attentats et près de 20 Israéliens auraient perdu la vie en Cisjordanie. En miroir, il y aurait eu près de 1 000 morts Palestiniens depuis les accords d'Oslo et près de 560 victimes depuis le 7 octobre.

En somme, Israël fait face à une diversité de menaces entre des Etats-nations coalisés qui veulent sa destruction et des groupes terroristes à ses frontières et en son sein. Israël doit affronter trois fronts avec une recrudescence de l'intensité depuis le 7 octobre :

- Un **front au Sud** à Gaza contre le Hamas quasiment annihilé ;
- Un **front à l'Est** en Cisjordanie contre les attaques terroristes aléatoires ;
- Un **front au Nord** à la frontière avec le Liban et la Syrie contre le Hezbollah soutenu directement par l'Iran et la Syrie.

Finalement, derrière l'ensemble de ces menaces, on retrouve principalement la stratégie iranienne et celle de ses proxys.

LES FAILLES SECURITAIRES D'ISRAEL

DES FAILLES SECURITAIRES

Au niveau sécuritaire, Israël a démontré des failles organisationnelles sur la protection de ses frontières lors du 7 octobre qu'elle n'avait jamais montré depuis 1973.

DES FAILLES MILITAIRES

Au niveau militaire, Israël est affaibli puisqu'elle doit faire face à 3 fronts (Nord, Sud et Est). Seulement, ces trois fronts engendrent deux conséquences : l'effort militaire israélien est dispersé et le Dôme de Fer peut très vite être saturé en cas d'attaques coordonnées entre le Hamas, le Hezbollah et l'Iran comme l'on montré les événements d'avril dernier avec un Dôme de Fer saturé à plus de 80%.

De plus, **Israël comme le reste des grandes armées occidentales ou des puissances autocratiques, est confronté aux difficultés posées par les guerres asymétriques**, notamment face à des groupes comme le Hezbollah et le Hamas. Le conflit avec le Hezbollah en 2006 a mis en lumière les difficultés d'Israël dans la lutte contre une organisation qui utilise des tactiques de guérilla et s'appuie sur une connaissance approfondie du terrain. Pendant la guerre de 2006, le Hezbollah a réussi à lancer plus de 4 000 roquettes sur le nord d'Israël, causant la mort de 165 soldats et de 44 civils, selon un rapport de l'armée israélienne. Cette situation a démontré que la puissance militaire conventionnelle d'Israël, bien que supérieure, n'était pas suffisante pour neutraliser un adversaire qui s'appuie sur des tactiques non conventionnelles, telles que l'utilisation de tunnels pour des infiltrations et des attaques surprises. **Il aura fallu près de 20 ans d'infiltration par les services secrets israéliens pour qu'en septembre 2024 avec l'affaire des bipeurs, Israël puisse éliminer une partie de l'état-major du Hezbollah.**

Depuis octobre 2023, **le conflit avec le Hamas a encore exacerbé ces défis. Le Hamas a utilisé des tactiques similaires**, combinant des attaques par drones, des tirs de roquettes et des infiltrations à travers des tunnels, rendant la situation encore plus complexe pour l'armée israélienne. L'armée israélienne, malgré sa technologie avancée et ses capacités de renseignement, rencontre des difficultés dans ce type de guerre asymétrique. Les défis incluent la nécessité de minimiser les pertes civiles tout en neutralisant des adversaires déterminés et bien organisés. De plus, la réponse israélienne doit souvent être rapide et précise, ce qui rend les

opérations militaires plus complexes. Les tensions internes et les critiques concernant la gestion des conflits peuvent également entraver la capacité de l'armée à agir de manière décisive. **Un rapport de l'Institut israélien pour la sécurité nationale (INSS) a souligné que la guerre asymétrique nécessite une adaptation constante des stratégies militaires, ce qui n'est pas toujours facile pour une armée habituée à des engagements conventionnels.** Ainsi, les guerres asymétriques posent un défi unique pour Israël, nécessitant des stratégies innovantes pour faire face à des adversaires qui exploitent les faiblesses des opérations militaires traditionnelles.

COMMENT ASSURER LA SECURITE D'ISRAEL ?

OBTENIR LA PAIX EN PALESTINE : UNE NECESSITE ABSOLUE MAIS IMPOSSIBLE ACTUELLEMENT

La difficulté de la recherche de la paix est que les acteurs dominant chaque camp sont ceux ayant les positions les plus extrêmes. Du côté de la Palestine, le Hamas a bâti son capital politique à Gaza sur les cendres de l'échec du processus d'Oslo en affirmant que la paix sera impossible avec Israël. Leur parti pris est donc de détruire Israël pour faire émerger un Etat islamique de Palestine. De l'autre côté, Israël est dominé par une coalition de droite nationale alliée aux religieux orthodoxes conduite par Benjamin Netanyahu dont le capital politique a été également nourri de l'échec du processus d'Oslo et par le refus de la solution à deux Etats jugée celle qui présente le moins de gages de sécurité.

Bien évidemment, il est impossible de mettre sur le même plan Israël et le Hamas, mais on peut constater de fait que le statut quo est employé par chaque acteur pour justifier une radicalisation de ses positions.

Au niveau du Hamas, **l'escalade est le cœur de la stratégie.** Le 7 octobre en est l'exemple le plus probant. Elle poursuit trois objectifs : **le maintien de la population Gazaouie dans un état de guerre permanent en créant les conditions d'un désastre humanitaire** (1). Deuxième objectif, **le repositionnement du Hamas dans la galaxie des proxys de l'Iran car il était en perte de vitesse au profit du le Jihad islamique palestinien** « Brigades Al-Qods » (2). Or, le Hamas ne peut se passer du soutien logistique et militaire de l'Iran pour maintenir sa domination à Gaza contestée par de plus en plus de petits groupes terroristes encore plus violents que le Hamas. En quelque sorte, le Hamas était en train de se faire déborder par des groupes encore plus violents. Enfin, dernier objectif, **le Hamas cherche à**

forcer le soutien des leaders du monde sunnite à la cause palestinienne en prenant leurs opinions publiques à témoin (3). En effet, face à la réaction d'Israël, les puissances sunnites qui avaient entamé un rapprochement avec Israël ne peuvent pas rester insensibles à la cause palestinienne qui figure parmi les principales préoccupations internationales de leurs peuples.

Au niveau des responsables israéliens, la donne a changé depuis plusieurs semaines. Initialement, deux lectures réalistes s'affrontent : **celle considérant que le sauvetage des otages retenus par le Hamas depuis plus de 1 an importe plus à court terme que la destruction du Hamas ; et celle considérant que la destruction du Hamas est la priorité à court terme pour assurer la sécurité à moyen terme en se prémunissant de nouveaux « 7 octobre »**. La première lecture conduit nécessairement à la désescalade puisqu'elle suppose un accord avec le Hamas. La seconde peut en effet contribuer à l'escalade. **Benjamin Netanyahu avait semblé avoir opté pour la seconde lecture, notamment car il était impopulaire.**

L'attaque terroriste du Hamas avait miné son capital politique, alors que celui-ci s'était forgé la réputation d'un homme fort garant de la sécurité de son peuple quitte à adopter une position radicale sur la Palestine. Seulement, depuis la réussite de l'affaire des bipeurs et de l'élimination des leaders du Hamas et du Hezbollah, Netanyahu est plus fort que jamais.

En effet, **un sondage récent a révélé une augmentation de la popularité de Benjamin Netanyahu en raison des avancées militaires d'Israël contre le Hezbollah**⁴. L'image du Premier ministre ordonnant une attaque depuis New York, visant notamment l'ancien chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a circulé largement, renforçant son image de leader engagé dans la défense nationale. Toutefois, le sondage indique également que si le Likoud, le parti de Netanyahu, remporte plus de sièges que d'autres partis, la coalition au pouvoir pourrait voir les partis d'opposition gagner en force, ce qui compliquerait la situation politique de Netanyahu. **Actuellement, les partis**

⁴ [Comment la popularité de Netanyahu a augmenté en Israël après les attaques contre le Hezbollah](#), Yolande Knell, BBC World News, 4 octobre 2024.

de la coalition obtiendraient 49 sièges contre 66 pour l'opposition, ce qui affaiblirait son pouvoir au sein du gouvernement, mais qui ne l'exclurait pas tout à fait du pouvoir.

Un des principaux défis auxquels Netanyahu fait face est la tension au sein de sa coalition, surtout en ce qui concerne les décisions sur la guerre à Gaza et le maintien des otages. Le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, a menacé de faire tomber le gouvernement si Netanyahu opte pour un cessez-le-feu ou un accord "imprudent". Malgré ces tensions, **l'adhésion de Gideon Saar, un ancien rival, au gouvernement a renforcé la position de Netanyahu, lui conférant une majorité plus solide au Parlement.** Cependant, la décision de Saar d'entrer dans le gouvernement a suscité des critiques, certains le qualifiant d'opportuniste, alors que d'autres, comme l'éditorialiste Sima Kadmon, le considèrent comme une menace pour la stabilité de la démocratie israélienne.

La situation sécuritaire et politique en Israël reste précaire alors que la guerre avec le Hamas et le Hezbollah se poursuit. Les sondages suggèrent que bien que Netanyahu soit encore considéré comme le favori pour le poste de Premier ministre, son image a été ternie par les événements tragiques du 7 octobre 2023, marqués par des pertes humaines importantes et l'incapacité initiale de l'armée à réagir efficacement. Alors qu'Israël mène des opérations militaires intensifiées, notamment dans le Sud-Liban, les tensions géopolitiques augmentent, avec des menaces d'isolement international et des poursuites potentielles pour crimes de guerre.

ERADIQUER LES MENACES EXISTENTIELLES : LE TOTALITARISME ISLAMIQUE

MENER UNE GUERRE GLOBALE CONTRE LE TERRORISME (COALITION INTERNATIONALE OCCIDENTALO-ARABE CONTRE LES PROXYS IRANIENS)

Tant que le totalitarisme islamique sera fortement présent aux portes d'Israël, la sécurité sera impossible.

Ce scénario étudie l'hypothèse où **Israël combat les proxys iraniens sur tous les fronts** : au Sud Gaza voire au Yémen comme au Nord au Liban comme les récents événements avec les frappes d'Israël dans le Sud-Liban peuvent nous le faire envisager. Ainsi, nous revivons à la fois la guerre de 2006 au Liban avec l'intervention de Tsahal jusqu'à Beyrouth et la guerre actuelle à Gaza contre le Hamas. L'objectif de cette guerre serait de vaincre les proxys de l'Iran pour l'affaiblir durablement.

Seulement, Israël ne serait pas le seul acteur à prendre part à un tel conflit et l'on pourrait voir réémerger la coalition internationale entre les pays occidentaux et les pays arabes. Cette coalition pourrait rassembler **le monde occidental avec les Etats-Unis, les États-membres de l'Union européenne, l'Australie, le Canada, solidaires d'Israël car victimes aussi du terrorisme islamiste et le monde arabo-musulman avec l'Arabie Saoudite, les autres pétromonarchies, la Jordanie, l'Égypte ou encore le Maroc, victimes également du terrorisme islamiste dans leur pays.**

Elle rappellerait la coalition menée en 2014 contre l'Etat islamique au Levant (Daesh) en Syrie et en Irak. Or, cette expérience fut un franc succès puisque l'Etat islamique au Levant a été quasiment annihilé en moins de 5 ans sur un territoire bien plus important qu'à Gaza. De même, cette coalition a l'avantage d'avoir eu à lutter contre les modes opératoires pratiqués par le Hamas à Gaza et le Hezbollah au Liban, à savoir libérer des otages (1) et frapper des villes au sein desquelles les terroristes se cachent (2). La coalition internationale aurait selon Airwars été à l'origine d'entre 7 500 et 12 000

victimes en 5 ans lorsque les opérations menées à Gaza par Israël auraient déjà largement atteint ce niveau de victimes en moins de 10 mois.

Du côté des deux belligérants finaux (Iran et Israël), cela ne serait pas vécue de la même façon.

Du côté israélien, **ce scénario a toujours été encouragé par Israël, notamment par Benjamin Netanyahu**. Une grande partie de sa grille de lecture des relations entre l'Occident et son pays dépend de la lutte contre l'islamisme. Pour « Bibi », **le Hamas, comme Daesh ou Al Qaida doit être exterminé car il s'agit d'une tête de l'hydre islamiste**. Les attentats du 7 octobre tendent à lui donner raison au regard du niveau de barbarie exceptionnel réalisé par le Hamas, au même titre que le 11 septembre 2001 aux Etats-Unis ou le 13 novembre 2015 en France. Seulement, ce scénario n'a jamais pu avoir lieu, même le 7 octobre puisque cette proposition avait été faite par Emmanuel Macron mais refusée par l'administration Biden. En effet, les résultats d'une telle coalition pourraient être mitigés car dans les faits, la coalition anti-Daesh a aussi bénéficié des frappes militaires russes, iraniennes et de l'appui chinois au régime de Bachar el-Assad. Or, cet axe aujourd'hui maintient son soutien à l'Iran qui pourrait maintenir son appui à ses proxys. De plus, un autre caillou dans la chaussure de « Bibi » est la dernière sortie d'Emmanuel Macron indiquant ne plus livrer d'armes à Israël si celles-ci sont utilisées à Gaza ou au Liban.

Du côté iranien, ce scénario semblerait être le plus intéressant. **L'Iran pourrait utiliser ses proxys sans se mettre en difficulté dans un conflit de nation contre nation avec le risque de frappes sur son sol**. En effet, **l'Iran demeure un colosse aux pieds d'argile** avec une situation politique complexe (une succession d'Ali Khamenei à anticiper dans les prochaines années, une partie de la société civile qui aspire à libéraliser le régime, une révolte contre le port du voile islamique) et une situation économique difficile marquée par un taux d'inflation de 44,6% en 2023 et un taux de chômage à 7,5% e, 2023. Le pays pourrait ne pas être en mesure de financer une transition en économie de guerre, notamment du fait de la diminution

du cours du baril de pétrole qui constitue les principales exportations de l'Iran. Les récentes déclarations d'Ali Khamenei laissent par ailleurs supposer que les proxys pourraient être moins soutenus à l'avenir par le régime iranien contraint de se replier sur ses propres capacités de défense.

MAIS PROPOSER UNE VISION POUR LES POPULATIONS POUR L'APRES

Vaincre le Hamas ou le Hezbollah par des F-16 ou F-35 ne ramènera jamais la sécurité à Israël. Au contraire, cela constituerait une nouvelle erreur sur le modèle de l'Irak. Il faut d'ores et déjà penser à l'après et à la reconstruction, notamment car **les islamistes du Hezbollah et du Hamas ne sont pas uniquement que des branches armées terroristes, mais également des partis politiques et des mouvements sociaux, tenant la santé et l'éducation**. Le Hezbollah dispose même de la présidence de l'Assemblée nationale du Liban en tant que premier parti des Chiites libanais.

Israël et ses alliés doivent donc repenser leur politique et adopter une vision beaucoup plus globale. **Pour vaincre le Hamas et le Hezbollah, un plan intégré doit prendre en compte non seulement des aspects militaires, mais également un soutien substantiel aux services publics dans les territoires concernés**. Une des réalités post-conflit serait que les infrastructures essentielles comme les écoles et les hôpitaux pourraient nécessiter une prise en charge directe par les pays arabes ou Israël, afin d'éviter un vide de pouvoir qui pourrait être exploité par des groupes militants. Ce soutien serait essentiel pour stabiliser la région et promouvoir la reconstruction.

Dans ce contexte, **la collaboration avec des pays arabes comme la Jordanie, l'Égypte et l'Arabie Saoudite deviendrait cruciale**. Ces nations disposent d'une connaissance du terrain, d'une légitimité régionale et d'une influence auprès des populations locales, ce qui pourrait faciliter la transition vers une gouvernance plus stable et pacifique.

VERS UN PROTECTORAT DE L'ARABIE SAOUDITE POUR GAZA ET LA CISJORDANIE ?

Il pourrait ainsi être judicieux de mettre en œuvre un protectorat, dirigé par l'Arabie Saoudite, pendant une période de transition après le conflit.

Ce protectorat permettrait de garantir la sécurité et la stabilité à long terme, tout en offrant un cadre pour le développement économique et social des territoires touchés.

L'Arabie Saoudite, avec son poids politique et économique, pourrait jouer un rôle de leader dans l'établissement de l'ordre, en travaillant en étroite collaboration avec les alliés occidentaux pour mettre en place des programmes d'aide humanitaire et de développement. En tant que gardienne des lieux saints de l'islam, elle ne correspond pas à un pays occidental, mais cherche à s'ouvrir au monde occidental. Elle y aurait également intérêt puisqu'elle pourrait priver l'Iran d'un accès à la Méditerranée facilité comme cela est le cas avec le Liban et mettrait un terme aux ambitions iraniennes dans la région.

Enfin, **la mise en place d'un tel protectorat pourrait servir de modèle pour d'autres interventions futures dans la région**, illustrant une approche plus collaborative et proactive face aux défis de la sécurité. En réunissant les ressources et les expertises des pays occidentaux et arabes, il serait possible d'instaurer une nouvelle dynamique dans la région, favorisant non seulement la sécurité, mais aussi la prospérité économique et sociale. Cela nécessiterait une vision à long terme et un engagement de la part de toutes les parties prenantes, mais pourrait potentiellement offrir une solution durable face aux menaces posées par des groupes comme le Hamas et le Hezbollah.

CONCLUSION

Ainsi, plus fort que jamais depuis le 7 octobre, Netanyahu souhaite continuer la guerre afin de conserver une possibilité de se maintenir au pouvoir et campe sur ses positions contre des cessez-le-feu (en formulant des demandes excessives), malgré les critiques de ses partenaires occidentaux. **Ce dernier pose des conditions toujours plus importantes aux tentatives de trêves.** La dernière en date concerne des garanties à fournir à Israël pour reprendre les combats si la première étape de l'accord n'est pas conclue sachant que Netanyahu demande la sécurisation par Israël du corridor de Philadelphie et le contrôle systématique du retour des habitants du Nord de Gaza, ce qui implique un contrôle de fait du Nord de Gaza. Autant de conditions difficiles à concéder pour les pays arabo-musulmans soutenant la Palestine.

Seulement, **Netanyahu est incapable de vaincre le Hamas seul. Il a donc besoin de l'aide occidentale et donc de les impliquer dans un conflit de civilisations de grande ampleur contre le terrorisme islamiste** et ses soutiens comme l'Iran en profitant de l'inimitié entre les Etats-Unis et l'Iran. Dans son discours au Congrès Netanyahu a d'ailleurs parlé « d'axe du mal » pour évoquer l'Iran.

Si Emmanuel Macron a pris ses distances, il se pourrait que tout puisse se jouer après l'élection présidentielle américaine. Une victoire de Donald Trump donnerait du poids à cette hypothèse : **la guerre de l'Occident contre tous les proxys iraniens, sur tous les fronts, à laquelle il faudra anticiper une solution de paix durable post-conflit avec la contribution active des pays arabes comme l'Arabie Saoudite ou l'Égypte.**

Par **Matthieu Hocque**, Directeur adjoint des Etudes

Pierre Clairé, Directeur adjoint des Etudes

Crédit photo : [Israel's Economic and Political Outlook: Benjamin Netanyahu](#), Jolanda Flubacher, [World Economic Forum](#), sous license [Attribution-NonCommercial-ShareAlike 2.0 Generic](#)



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clement PERRIN

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Matthieu HOCQUE

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*